« LA FRANCE POPULAIRE IMPOSE SON DIAGNOSTIC »

Pour l'inventeur de « la France périphérique », le mouvement des gilets jaunes est une façon pour les perdants de la mondialisation de se faire entendre des gagnants. Selon lui, ces derniers finiront par prendre en considération ce besoin d'intégration économique et culturelle.

Propos recueillis par Gérald Andrieu et Anne Rosencher



Barrage Une manifestation des gilets jaunes à Canéjan (Gironde) a entraîné la coupure de l'autoroute A63 dans le sens Espagne-Bordeaux le 18 novembre.

N. TUCAT/AFP



l'express Comment résumer en quelques phrases ce qu'est le mouvement des gilets jaunes ?

Christophe Guilluy* On peut essayer de se rassurer en n'y voyant qu'un phénomène microscopique. Au choix : la révolte de quelques excités du rural ou un simple ras-le-bol fiscal lié à l'augmentation du prix de l'essence. En vérité, cela va bien au-delà. Le mouvement des gilets jaunes est la traduction de trente années de recomposition économique qui ont conduit à une grande fragilisation sociale et à une nouvelle répartition géographique des citoyens sur le territoire. Pour résumer, la mondialisation a entraîné le déclin des industries des pays développés, qui ne sont plus compétitives par rapport à celles des pays « à bas coûts ». Nos économies continuent de produire des richesses – là n'est pas la question –, mais ces dernières ne bénéficient plus qu'aux territoires qui concentrent la création d'emplois, qui sont en général les métropoles. Dans cette organisation inégalitaire, la majorité de l'ancienne classe moyenne se retrouve sur les territoires d'une France périphérique qui se caractérise par un faible dynamisme économique, voire une forme de désertification de l'emploi, notamment industriel. Dit autrement, pour la première fois dans l'Histoire, les catégories modestes, pourtant majoritaires, ne vivent plus là où se crée l'emploi. Et bien que ce modèle produise de la croissance et de la richesse, il ne fait plus société. Cela fait vingt ans que j'étudie ça. Vingt ans que je dis : « Il y a un éléphant malade dans le magasin de porcelaine. » Et que beaucoup me répondent que pas du tout ! « Tout au plus, disent-ils, il y a une ou deux tasses ébréchées et quelques problèmes de déco… » *[Il rit.]* Il était peut-être difficile de voir cet éléphant puisqu'il ne bougeait pas trop, si ce n'est au moment des élections. Mais, là, il a mis un gilet fluo.

Sur des barrages, il y a eu des prises à partie racistes, voire des agressions. Qui ont logiquement entraîné des interrogations sur la nature politique des gilets jaunes…

C. G. En quelques heures, les gilets jaunes sont devenus dans les médias un mouvement raciste, homophobe, etc. Bien sûr que ce que vous dites a eu lieu : quand vous avez ce genre de mouvement hétérogène, vous avez de tout. En revanche, déduire de ces incidents que tous les gens qui manifestent sont des salauds par essence qui voudraient la guerre civile, c'est idiot. Au reste, la France d'en bas n'a pas le monopole du racisme, il peut s'exprimer dans n'importe quel milieu. Y compris dans le monde d'en haut. Sauf que ceux qui en sont issus ont des précautions de langage… Ce qui est d'ailleurs intéressant dans le regard qui est porté sur les gilets jaunes, c'est ce qu'il dit de la déconnexion de certains, parmi l'élite, d'avec le monde d'en bas. Pour eux, c'est une terra incognita. Parler des gilets jaunes, c'est faire de l'ethnologie. Comme s'il y avait une sauvagerie intrinsèque aux classes populaires. Avant, on disait « classes laborieuses, classes dangereuses ». A écouter certains, on en est à nouveau là. Sauf qu'on ne comprend même plus leur langage.



F. STUCIN/PASCO

Aggiornamento Le géographe Christophe Guilluy plaide pour une révolution intellectuelle de la France d'en haut et un respect des plus modestes.

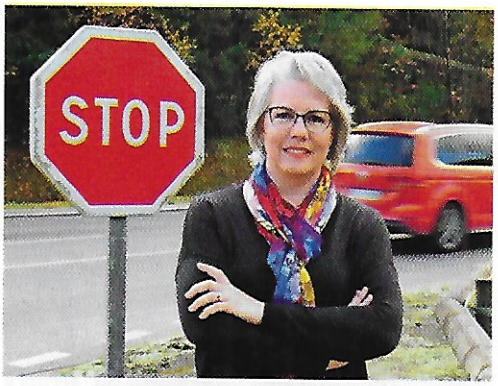
Pourquoi y aurait-il, selon vous, une telle insistance à s'attarder sur cet aspect-là du mouvement ?

C. G. En le présentant essentiellement comme celui des « petits Blancs » racistes du rural, on le délégitimise. On a beaucoup mis en avant le profil de Jacline Mouraud [NDLR : l'un des visages du mouvement], on aurait pu insister sur le fait que le mouvement a été lancé par une jeune Martiniquaise [Priscillia Ludosky]. Derrière cette focalisation, ce qui se joue, c'est l'ostracisation des catégories populaires par la sémantique. Décrire cette mobilisation comme radicale et violente, cela permet d'empêcher de percevoir la rationalité du diagnostic des gens qui y prennent part. Tous ceux qui constituaient autrefois le socle de la classe moyenne – c'est-à-dire les ouvriers, employés, petits indépendants, voire les paysans – font aujourd'hui le même constat : le modèle économique qu'on leur a vendu, auquel ils ont cru – puisqu'ils ont joué le jeu de la mondialisation sans aucun a priori idéologique – ne marche pas pour eux.

Il y a donc pour vous une bataille culturelle qui se joue avec le mouvement des gilets jaunes ?

C. G. Il y a une guerre des représentations. Quand on parle de « jacqueries », on décrit en gros des culs-terreux, un peu cons et racistes, qui n'auraient aucune autre ambition que de polluer. Sauf que près de 70 % des

Français soutiennent les gilets jaunes et 70 % des Français ne sont pas racistes. Ce que nous dit ce mouvement, c'est : « Votre modèle, ça ne marche pas, je n'y trouve pas ma place. » Et c'est cette parole que l'on essaie de disqualifier. Pourtant, le diagnostic des gens d'en bas, ce n'est pas celui exclusivement des « petits Blancs », mais aussi celui des « petits Noirs », des « petits Arabes », des « petits juifs », etc.



D. MEYER/AFP


G. GEORGES/*LE PARISIEN*/MAXPPP

Focalisation « On a beaucoup mis en avant le profil de Jacline Mouraud, on aurait pu insister sur le fait que le mouvement a été lancé par une jeune Martiniquaise, Priscillia Ludosky. »

A l'inverse, il y a un discours qui est en train d'infuser, y compris au sein d'une certaine élite, visant à décrire, d'un côté, un peuple vertueux par principe et, de l'autre, une élite forcément minable. Ce penchant-là n'est-il pas tout aussi caricatural ?

C. G. Bien sûr que oui. C'est d'une bêtise sans nom. Il n'y a évidemment pas, d'un côté, le peuple, qui aurait toutes les vertus et, de l'autre, le monde d'en haut, qui n'en aurait aucune. Qu'il y ait, dans la « France d'en haut », quelques vrais cyniques égoïstes, je n'en doute pas. Mais la majorité des personnes qui la constituent sont, elles aussi, soumises à des logiques individuelles : elles bénéficient d'un modèle et veulent tout faire pour qu'il perdure. Qui peut les en blâmer ? Sauf qu'il ne perdurera pas en l'état. C'est pourquoi nous n'avons pas le choix : il va falloir recommencer à vivre ensemble, haut et bas. Ce n'est pas une lecture naïve des choses, c'est une nécessité. Une société, c'est un haut qui sert les intérêts de ceux du bas. Il ne s'agit donc pas de rééduquer, mais de prendre au sérieux leur diagnostic et leurs demandes : du travail et la préservation d'un capital social et culturel. Voilà pourquoi je prône une révolution intellectuelle du monde d'en haut, elle passe par un aggiornamento du modèle dominant et un respect des plus modestes. Il n'y a pas si longtemps, pendant les Trente Glorieuses, la petite classe moyenne occidentale était un référent culturel respecté par l'intelligentsia et les politiques, son mode de vie était enviable. Mais ce statut a fait long feu. Et à partir du moment où l'on décrit ces gens comme des « déplorables » – ainsi que les a nommés Hillary Clinton pendant la campagne présidentielle américaine, on ajoute de la fracture culturelle à la fracture économique et sociale. Sans compter que cela pose un vrai problème dans les mécanismes d'intégration.

En quoi ?

C. G. Les derniers arrivés sur le territoire se demandent toujours : « Est-ce que j'ai envie de ressembler à mon voisin ? » Si c'est un loser économique, un « cassos », comme on dit en banlieue, c'est mal parti... Personne ou presque n'arrive en France en se disant d'emblée : « Waouh ! Le modèle assimilationniste républicain, les Lumières, Diderot... Je vais épouser ces valeurs-là. » Cela fonctionne par porosité. On regarde son voisin, on se dit : « Il a une situation enviable, il est respecté... » Ou pas. C'est pourquoi je ne crois pas aux discours consistant à faire croire qu'il y aurait un bouton « on-off » au modèle assimilationniste. Qu'il suffirait, par exemple, d'obliger à nommer ses enfants selon le calendrier des saints, ou que sais-je encore. Tout cela est vain si les gens ne sont intégrés ni économiquement ni culturellement. Il faut prendre le problème dans son ensemble : celui d'une classe moyenne déchue, qui ne bénéficie plus de la croissance et que l'on a humiliée, culturellement, depuis des décennies.

Votre discours trouve néanmoins un écho de plus en plus important dans la France d'en haut. Est-ce là le *soft power* des classes populaires dont vous parlez dans votre livre ?

C. G. Il reste quelques bastions de « la gauche culturelle », comme la nomme le sociologue Jean-Pierre Le Goff, mais ils se réduisent mécaniquement – puisque leur représentation du monde ne colle pas à la réalité. Et, en effet, la France périphérique se fait entendre, elle infuse. Y compris « en haut ». Le Goncourt 2018, Nicolas Mathieu, est né à Epinal et parle de ces territoires-là. Ce *soft power* – dont la mobilisation des gilets jaunes fait également partie – impose des thématiques. Elle oblige à parler « modèle économique », « réindustrialisation », « relocalisation », etc. Aujourd'hui, la plupart des pays occidentaux ont une offre politique qui n'est pas en accord avec la demande des peuples. Mais ce



Affrontements
Des manifestants ont été délogés de la place de la Madeleine, à Paris, par des gaz lacrymogènes, le 24 novembre.

L. BOYER/H. LUCAS/AFP

décalage est conjoncturel. Les plus rapides à s'adapter ont été les populistes. Contrairement à ce que l'on dit parfois, ces derniers ne sont pas des démiurges qui influencent le peuple et le conduisent à « mal voter » en le maraboutant avec des discours trompeurs. Prenons Matteo Salvini : il n'y a pas si longtemps, c'était un reaganien néolibéral sécessionniste avec des relents racistes anti-Italiens du Sud. Puis il s'est dit que, pour gagner, il avait besoin du Mouvement 5 étoiles, d'un discours social et étatiste. Et aujourd'hui, oublié Reagan, il fait du régalien ! On peut dire que c'est du marketing, du cynisme même. Mais c'est ainsi. Les populistes se sont banalement adaptés à la demande. Les autres partis de gauche et de droite, français et européens, finiront eux aussi par s'adapter, avec leurs propres mots, leurs propres méthodes. Ou bien ils disparaîtront.

Après avoir critiqué la « lèpre populiste », Emmanuel Macron a revendiqué la semaine dernière être le « vrai populiste » (le vrai représentant du peuple, a-t-il précisé). Faut-il y voir un « changement de cap » ?

C. G. Notons que ce virage sémantique est aussi un signe du *soft power* des classes populaires. Mais le « changement de cap » ne me semble pas d'actualité. C'est le paradoxe : Macron s'est présenté comme un personnage subversif. A l'évidence, il n'est pas allé au bout de la subversion. La question est : veut-il ou non se représenter ? Pour l'heure, il ne bouge pas idéologiquement. Pourtant, ce serait intéressant que ce soit quelqu'un comme lui qui écoute les classes populaires.

Pourquoi ?

C. G. Parce qu'on ne pourra pas taxer Emmanuel Macron de populisme ou de racisme ! N'oublions pas que dans l'Histoire ce sont souvent les faucons qui font la paix et les colombes qui se révèlent les plus guerrières. Prenons Trump. A l'origine, il n'est pas un *White trash*. C'est au contraire un représentant de l'hyperélite américaine new-yorkaise – à force de le présenter comme un bouseux, certains imaginent qu'il serait né dans une ferme au fin fond du Midwest. C'est intéressant que ce type – un ultralibéral – produise un discours et une politique économique à l'endroit de gens qui demandent des barrières douanières pour l'industrie. Imaginons que Donald Trump réussisse économiquement : que va-t-on se dire ? Qu'on ne retient rien de ses méthodes, car, idéologiquement, c'est suspect ? C'est de l'enfermement intellectuel.

Pour en revenir au *soft power* des classes populaires et à votre accueil dans les médias, on pourrait se demander si vous n'êtes pas le tenant de la nouvelle pensée unique, une sorte d'Alain Minc de la France d'en bas...

C. G. *[Rires.]* Non, parce que je n'oublie pas dans ma représentation qu'il y a aussi un monde d'en haut. Une société n'est viable que s'il y a une combinaison des deux. La démocratie, c'est donner les moyens d'intégrer culturellement et politiquement la majorité des citoyens. Le cercle vertueux, ce n'est pas que le monde d'en haut soit envoyé dans les champs pour travailler, je ne suis pas maoïste ! La mondialisation est là, tout comme le multiculturalisme. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre. La question est : comment cela se gère pour que tout le monde y trouve son compte ? Comment gérer en même temps – c'est très macroniste finalement – la France périphérique et la France des métropoles ? Il n'y a pas d'autre question que celle-là. Simplement, le monde d'en haut n'a pas droit à la radicalisation. Précisément parce qu'il est le monde d'en haut. On n'a pas le droit, quand on vit bien, de vomir le monde d'en bas. On doit réfléchir. Mais, pour cela, il faut un peu d'empathie, et il est difficile d'en avoir pour des gens que l'on prend pour des sauvages.

**Dernier livre paru :*
No society. La fin de la classe moyenne occidentale.
Flammarion, octobre 2018.